



# **LA QUESTION NATIONALE ALGERIENNE ET LE PARTI COMMUNISTE ENTRE 1919 ET 1939**

**(Mahfoud KADDACHE)**

M. Mahfoud Kaddache est actuellement doyen de la Faculté des Lettres d'Alger.

nente dans l'organisation et la réalisation d'une entreprise qui eut été impossible nente dans l'organisation et la réalisation d'une entreprise qu eut été impossible sans l'indépendance nationale : la reconstitution et la réécriture de l'Histoire du peuple algérien, naguère oblitérée et odieusement déformée par le colonialisme.

Après avoir publié « La vie politique à Alger de 1919 à 1939 » (SNED-Alger 1970), volume d'une richesse considérable, M. Kaddache a présenté le premier ouvrage d'une série justement consacrée à l'Histoire nationale de l'Algérie : « L'Algérie dans l'antiquité » (SNED-Alger 1972).

Encore ne s'agit-il là que d'études publiées en langue française, leur auteur présentant aussi différents travaux en langue arabe.

Dans le n° 2 de la « Revue d'Histoire et de civilisation du Maghreb » paru en janvier 1967, il avait écrit l'article que nous offrons aujourd'hui à nos lecteurs.

Par-delà ses qualités sur le seul plan de l'Histoire, tout ce que nous connaissons de l'œuvre de M. Kaddache atteste qu'il est avant tout un patriote algérien. En ce sens, son étude sur « la question nationale algérienne et le parti communiste entre 1919 et 1939 » trouve à nos yeux une dimension qui lui confère une pertinence et une authenticité incontestables. Au demeurant, oserons-nous souligner que ses travaux sont marqués du constant souci de la vérité qui s'identifie avec le matérialisme historique ? Dans l'article qui suit, la pondération des appréciations et jugements, toujours étayés de références faciles à vérifier, mieux qu'une critique subjective et partisane, affermit la constatation de l'échec désormais irréversible des partis communistes français et algérien, dont la politique opportuniste a été balayée par la Révolution nationale anti-impérialiste du peuple algérien.

Sollicité par nos soins, M. Mahfoud Kaddache a bien voulu nous autoriser à reproduire cet article de 1967 peu connu en France en dehors de quelques spécialistes. Nous en sommes très honorés et tenons à lui exprimer publiquement nos plus vifs remerciements.

Jacques JURQUET

Au lendemain de la guerre de 1914-1918, la question algérienne est posée par les porte-paroles des masses algériennes qui exprimèrent d'abord timidement et confusément, puis au grand jour, les aspirations nationales de leur peuple. L'action de l'Emir Khaled, son triomphe aux élections municipales d'Alger, sa rupture avec les partisans de la naturalisation peuvent être considérés comme le début de l'expression légale du nationalisme algérien. Les communistes se rendent compte de la puissance de l'idée nationale algérienne, ils sentent que malgré l'absence d'un mouvement national organisé, les masses populaires sont acquises à la patrie algérienne, à la nation algérienne. Les élites, les hommes de religion, les jeunes intellectuels, les élus, tous ceux qu'on appelait à l'époque les jeunes Algériens défendaient des aspirations nationales fondées certes sur la haine de l'infidèle, de l'étranger, mais aussi sur la volonté de s'opposer aux privilèges des colons et à l'injustice des représentants du pouvoir : caïds et administrateurs. Ce nationalisme constituait la seule force susceptible de mobiliser les masses populaires, la seule pouvant concurrencer le communisme. L'attitude des communistes d'Algérie et en particulier de leur principal journal, *La Lutte Sociale* (journal hebdomadaire socialiste fondé à Alger en avril 1919, qui sera à partir de janvier 1921 l'organe de la Section Française de l'Internationale communiste SFIC ou PCF, puis à partir de 1935 du Parti communiste algérien, PCA ; sa parution quoique irrégulière, se maintiendra jusqu'en août 1939) devant la question nationale est intéressante à plus d'un titre. Elle montre en particulier les difficultés qu'a éprouvées le Parti communiste dans l'analyse de la question nationale algérienne. La sous-estimation du sentiment national algérien est à l'origine de nombreux revirements du Parti communiste et de ses échecs en milieu musulman.

Si les communistes se rendent compte de l'importance de la question nationale algérienne, ils restent convaincus de l'inaptitude à peu près générale des indigènes à s'émanciper eux-mêmes. Pour *La Lutte Sociale*, les indigènes « n'ont pas de passé révolutionnaire », « ils sont habitués à la servitude et ne conçoivent pas encore la possibilité de s'en délivrer » (1). Certains rédacteurs vont plus loin, ils

parlent de mentalité musulmane entendant par là une mentalité d'esclave et considèrent la colonisation comme une condition nécessaire, indispensable à l'avènement du socialisme ; le socialisme devant être le perfectionnement de la colonisation. Laurens n'hésite pas à écrire :

« Le socialisme vient après la colonisation comme le fruit après la fleur et une sorte de continuité de l'œuvre des générations qui nous ont précédé à l'œuvre où l'avenir nous appelle. Notre place est marquée parmi ceux qui se transmettent le flambeau et notre mission sera de le transmettre à notre tour et non de le piétiner et de l'éteindre » (2).

Les communistes estiment nécessaire de détourner les indigènes du nationalisme. *La Lutte Sociale* engage les jeunes musulmans à désertir les groupes et associations politiques indigènes et à venir militer dans les organisations ouvrières. Il faut coûte que coûte faire comprendre aux masses indigènes que leur sort est lié à celui de la classe ouvrière métropolitaine. Aux indigènes qui rêvent d'une Algérie arabe, d'une Algérie musulmane, *La Lutte Sociale* prédit : « En 1950, l'Algérie ne sera ni arabe ni française, elle sera une république de travailleurs unis sans distinction de race, elle sera partie intégrante de la confédération des Républiques Soviétiques » (3). Le congrès communiste tenu à Constantine en 1921 condamne l'agitation nationaliste et rejette l'indépendance, car « toute agitation nationaliste aurait pour but de substituer à une société à concentration capitaliste avancée, à conscience de classes nettement opposables, c'est-à-dire mûre pour l'organisation collectiviste, une société où se déchireraient des races ennemies, en une lutte où les classes possédantes trouveraient un regain de popularité et de pouvoir » (4). Les communistes pensent pouvoir prendre le pas sur le nationalisme ! et P.-Vaillant-Couturier, pour qui le nationalisme est « le massacre en perspective », conseille : « Par dessus leurs

(1) *Lutte Sociale*, 4 février 1922. Projet de résolution sur le communisme et les colonies au 2<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste (août 1920).

(2) *Lutte Sociale*, 21 mai 1921, Aspects du socialisme en Algérie.

(3) *Lutte Sociale*, 12 janvier 1923, Que sera l'Algérie en 1950.

(4) *Lutte Sociale*, 21 octobre 1921, Déclaration préalable pour le Congrès fédéral de Constantine.

chefs fidèles ou hostiles au gouvernement français, nous nous adressons à la grande masse des fellahs, des khammès, des meskines, à tous ceux qui souffrent dans le monde indigène. » (5).

Pourtant les communistes d'Algérie ne pouvaient pas ignorer les thèses de Lénine sur les questions coloniales et nationales :

« Notre parti ne craint pas de déclarer publiquement qu'il accueillera avec sympathie une guerre ou une insurrection telles que l'Irlande pourrait mener contre l'Angleterre ; le Maroc, l'Algérie, la Tunisie contre la France ; Tripoli contre l'Italie ; l'Ukraine, la Perse, la Chine contre la Russie » (6).

« Tous les partis communistes doivent donner un soutien actif aux mouvements révolutionnaires dans ces pays (coloniaux).

L'Internationale communiste doit être prête à établir des relations temporaires et même des alliances avec les démocrates bourgeois des colonies et des pays arriérés » (7).

À la différence du journaliste communiste français, Marcel Ollivier, qui considérerait que « le devoir des partis communistes de tous les pays possesseurs de colonies est de les dresser contre l'impérialisme de la métropole qui les exploite et les réduit à l'esclavage, et de les aider de toutes leurs forces dans la lutte pour l'indépendance », Laurens, communiste en Algérie, au nom du réalisme algérien rejeta ces programmes puérils et insensés.

Les communistes de Sidi-Bel-Abbès réagirent violemment à l'appel lancé en mai 1922 par le Comité Exécutif de l'Internationale au sujet du nationalisme en Afrique du Nord. Les communistes de Sidi-Bel-Abbès « n'acceptent pas le soulèvement de la masse musulmane algérienne car ce serait à l'heure actuelle, c'est-à-dire avant toute révolution victorieuse dans la métropole, une folie dangereuse dont les fédérations algériennes du parti communiste, qui ont avant tout le sens marxiste des situations, ne veulent pas se rendre complices devant le jugement de l'histoire communiste.

Or un soulèvement victorieux des masses musulmanes d'Algérie, qui ne serait pas postérieur à un même soulèvement victorieux des masses prolétaires de la métropole, amènerait fatalement en Algérie un retour vers un régime voisin de

la féodalité, ce qui ne peut être le but d'une action communiste » (8).

La section communiste de Sidi-Bel-Abbès vota l'ordre du jour suivant :

« Considérant,

1. Que les indigènes de l'Afrique du Nord sont composés en majeure partie d'Arabes réfractaires à l'évolution économique, sociale, intellectuelle et morale indispensable aux individus pour former un Etat autonome capable d'atteindre à la perfection communiste ;

2. Que les musulmans refusent l'instruction aux femmes ;

3. Qu'ils n'ont ni techniciens, ni outillage, ni ouvriers susceptibles de mettre en valeur le sol et le sous-sol de l'Afrique du Nord ;

4. Que les prolétaires indigènes sont surtout exploités par leurs coréligionnaires bourgeois, par leurs chefs religieux..., par leurs chefs d'exploitations rurales ;

5. Que les bourgeois arabes se réclament des principes nationalistes et féodaux... ;

6. Que les bourgeois nationalistes arabes, comme cela se passe en Pologne souveraine, profiteraient de leur indépendance pour se livrer à une politique féodale d'oppression à l'égard des masses indigènes du bled ;

Pour ces motifs,

La section communiste de Sidi-Bel-Abbès estime que la libération du prolétariat indigène de l'Afrique du Nord ne sera le fruit que de la révolution métropolitaine, et que le meilleur moyen « d'aider tout mouvement libérateur » dans notre colonie n'est pas « d'abandonner » cette colonie, comme il est dit dans la huitième condition de l'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale, mais au contraire d'y rester, à charge pour le Parti communiste... d'y multiplier la propagande d'adhésion au syndicalisme, au communisme et au coopératisme, afin de créer dans tout le pays un état d'esprit et une armature sociale qui pourront, peut-être,

(5) *Lutte Sociale*, 4 mars 1922, Le Problème indigène.

(6) LÉNINE, Lettre ouverte à Boris Souvarine (1926) in *Le mouvement de libération national des peuples*, Moscou, page 263.

(7) LÉNINE, Thèses sur les questions coloniales et nationales in *Deuxième Congrès de l'Internationale communiste. Compte rendu*, Editions de l'Internationale communiste, Pétrograd, 1921 (Cf. Henri GRIMAL, *La décolonisation 1919-1963*, Colin, 1965 page 36).

(8) Lettre des communistes de Sidi-Bel-Abbès publiée par Hélène CARRERE D'ENCAUSSE et Stuart SCHRAM, *Le marxisme et l'Asie 1853-1964*, p. 268-269.

lorsque le communisme triomphera en France, faciliter son établissement en Afrique du Nord... » (9)

Au V<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste en 1924, cette résolution fut critiquée par Manouïlski qui la considéra comme inspirée par l'idéologie colonialiste. La section de Sidi-Bel-Abbès fut d'ailleurs exclue par le P.C.F.

Après n'avoir pas cru à la profondeur du sentiment national des masses algériennes, après avoir cru possible et avoir essayé, mais en vain, de détacher les indigènes des groupements et leaders plus ou moins ouvertement nationalistes, les communistes, à partir de 1924, accordent une plus grande importance à la question nationale algérienne. Ils se rappellent les déclarations de Staline :

« Le léninisme reconnaît l'existence, dans le mouvement de libération nationale des pays opprimés d'un potentiel révolutionnaire, et il juge possible de l'utiliser pour vaincre l'ennemi commun, pour vaincre l'impérialisme... De là, la nécessité pour le prolétariat de prêter un soutien résolu et actif au mouvement de libération nationale des peuples opprimés et dépendants... (10). **La Lutte Sociale** reposera la célèbre question de Staline : « Existe-t-il avec le mouvement d'indépendance nationale des pays opprimés des possibilités révolutionnaires ? Et, si oui, y a-t-il lieu de les utiliser pour la révolution prolétarienne, de transformer les pays coloniaux et assujettis, de réserver de la bourgeoisie impérialiste, en alliés du prolétariat révolutionnaire ?

Le léninisme y répond affirmativement » (11).

Les communistes se rendent compte dès 1926 de la nécessité de reprendre à leur compte les mots d'ordre nationalistes. Ceux de la révolution prolétarienne, de l'internationalisme, ne trouvent aucune résonance dans les masses algériennes. Dans les colonies, le nationalisme apparaît comme la seule vraie menace pour l'impérialisme français. Les communistes insistent alors sur les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes :

« Le Parti communiste doit défendre le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » et « doit soutenir le mouvement d'indépendance des populations » (12). Cette prise de position

devient très nette en 1927. Si, disent-ils, « la bourgeoisie française reconnaît que le Nicaragua, peuple opprimé, doit lutter pour son indépendance, les opprimés algériens ont le droit de lutter pour l'indépendance » (13).

Ils lancent le mot d'ordre d'indépendance :

« Les communistes algériens se déclarent pour l'indépendance totale de l'Algérie » (14).

« L'indépendance est, pour les esclaves des colonies, la première étape vers l'indépendance sociale et politique. » (15).

**La Lutte Sociale** appelle à la révolte. Elle reproduit la déclaration d'Adbelkrim : « J'ai voulu faire de mon pays un Etat indépendant » et pose la question : « Quand les populations algériennes en diront-elles autant ? » (16). Les communistes affirment que l'indépendance ne se donne pas, mais se prend, et dans ce but, le Parti communiste appelle les ouvriers à s'organiser ; le Parti communiste ne permet pas à ses cadres européens de discuter le principe de l'indépendance. En février 1927, les responsables communistes de Blida font remarquer dans une résolution : « Ils sont six fois plus nombreux que nous ; que deviendraient les travailleurs et fonctionnaires européens si les assemblées élues étaient détenues, et il ne pourrait en être autrement, par des indigènes ? » (17). Le Parti communiste n'hésita pas à les exclure.

Le Parti communiste devient, à partir de 1927, l'adversaire de ceux qui s'opposent au nationalisme et de ceux qui n'osent l'affirmer ouvertement. Les communistes combattent ceux qu'on appelle les « réformistes », ceux qui préconisaient le service militaire, la représentation des indigènes au Parlement. Le Parti communiste critique violemment le congrès de la fédération des élus d'Alger (septembre 1927) qui a demandé

(9) Ordre du jour de la Section communiste de Sidi-Bel-Abbès, 22 avril 1922, cf. *Le marxisme et l'Asie*, op. cit., page 270-71.

(10) Conférence sur les principes du léninisme (avril 1924) in *STALINE, Socinenija*, t. VI, p. 142-145, (cf. *Le marxisme et l'Asie*, op. cit., page 251).

(11) Révolution et Patrie, article de Staline, cité par *La Lutte Sociale*, 5 sept. 1924.

(12) *La Lutte Sociale*, 10 décembre 1926.

(13) *La Lutte Sociale*, 14 janvier 1927.

(14) *La Lutte Sociale*, 11 février 1927.

(15) *La Lutte Sociale*, 27 mai 1929.

(16) *La Lutte Sociale*, 18 février 1927.

(17) *La Lutte Sociale*, 25 février 1927.

le renouvellement de la mission du gouverneur Violette, qui se contente de réformes immédiates : représentation des indigènes au Parlement, égalité du service militaire, lois sociales, suppression du code de l'indigénat...

A ces réformes, les communistes opposent le suffrage universel à tous les degrés et la constitution d'une Assemblée nationale qui représentera l'inspiration d'un peuple avide de liberté et de justice. Les communistes rejettent l'assimilation : « Nous ne voulons pas de votre assimilation. Nous prétendons qu'il ne peut rien rester d'un peuple à qui on s'efforce de faire troquer ses mœurs, ses civilisations, sa langue contre celles d'un autre pays » (18).

**La Lutte Sociale** attaque avec véhémence les partisans de l'assimilation, ne veut pas garder dans le parti « les bourgeois partisans de l'assimilation », dénonce les naturalisés, les « m'tournis » comme les appellent les musulmans. Les partisans du Cercle du Progrès sont considérés comme les « valets de l'impérialisme qui cherchent à propager l'assimilation ». Le projet Violette est considéré comme néfaste, sa paternité devrait suffire pour le juger » (19).

Le Parti communiste salue le manifeste de l'Etoile nord-africaine au Congrès anti-impérialiste et anticolonialiste de Bruxelles en 1927. « Il voit dans l'Etoile nord-africaine, le réveil du peuple algérien et applaudit à son programme : indépendance de l'Algérie, retrait des troupes françaises d'occupation, constitution d'une armée nationale, confiscation des grandes propriétés agricoles occupées par les féodaux, agents de l'impérialisme, les colons et les sociétés capitalistes privées, et remise de la terre confisquée aux paysans qui ont été frustrés, retour à l'Etat algérien des terres et fonds accaparés par l'Etat français » (20). C'est d'ailleurs avec le programme de l'indépendance que les communistes se présentent aux élections générales en 1928. Dans sa déclaration aux électeurs, au peuple algérien opprimé et aux ouvriers européens d'Algérie, le Parti communiste rappelle les expropriations, les 4/5 de la fortune privée appartenant aux Européens, la destruction de la culture arabe, l'absence de liberté, dénonce ceux qui mènent grand tapage pour réclamer la présence de quatre ou six

« notables corrompus » au Parlement français.

« Ceux qui la propagent (la politique d'assimilation) trahissent consciemment ou non le peuple algérien, qu'ils détournent de sa lutte contre ses ennemis. » Une seule voie est possible : « S'il veut vraiment changer sa situation, le peuple algérien ne peut suivre qu'une voie, celle de la lutte pour l'indépendance » (21).

Aux élections municipales d'Alger de 1926, la liste communiste s'intitule « Liste de l'indépendance contre la servitude » et réclame une Assemblée nationale élue au suffrage universel. Le Parti communiste intensifie sa propagande en milieu indigène, « se refuse à plaire à une clientèle européenne ». Il affirme « avoir compris sa véritable destination ». Il déclare « s'être tourné franchement vers les indigènes contre leurs bourreaux » (22).

Les communistes veulent apparaître comme les champions de l'indépendance nationale. Le Parti communiste ordonne à ses militants d'orienter le mécontentement populaire contre l'impérialisme, et de dénoncer les chefs religieux, féodaux, bourgeois indigènes. Le développement des associations indigènes qui se donnent pour buts le relèvement moral et spirituel du peuple, la lutte contre l'alcoolisme, le développement de l'instruction, inquiète les communistes. Le Parti communiste ordonne à ses militants d'y adhérer et de les orienter. Mais si le mouvement nationaliste se développe en Algérie, il échappe à l'emprise du Parti communiste, constate **La Lutte Sociale** qui multiplie ses conseils aux indigènes : « Nous tenons à signaler aux masses indigènes que la bourgeoisie ne peut et ne veut pas les conduire à la libération nationale. De multiples exemples nous montrent bien la bourgeoisie indigène agenouillée, conciliatrice devant l'impérialisme français » (23). En même temps qu'il affirmait son attachement à l'indépendance nationale, le Parti communiste estimait nécessaire l'arabisation du parti et poursuivait sa lutte contre les nationaux réformistes. Pour la fête du 1<sup>er</sup> mai 1932, le mot d'ordre à Alger est « A bas

(18) **La Lutte Sociale**, 8 mars 1927.  
(19) **La Lutte Sociale**, 6 avril 1928.  
(20) **La Lutte Sociale**, 11 mars 1927.  
(21) **La Lutte Sociale**, 13 avril 1928.  
(22) **La Lutte Sociale**, 6 avril 1928.  
(23) **La Lutte Sociale**, février 1932.

le régime capitaliste oppresseur, fauteur de misère et de guerre impérialiste. Vive l'indépendance de l'Algérie ». Aux élections législatives de 1932, les candidats du P.C. sont pour l'indépendance de l'Algérie. Seul un parti arabisé pourrait réaliser ce programme, et « l'arabisation », c'est l'orientation franche vers les centres où souffrent et triment les travailleurs indigènes... C'est faire avancer aux postes responsables, des indigènes » (24). L'arabisation du parti s'impose d'autant plus que la conférence régionale du P.C. en octobre 1932 s'aperçoit du « danger de la sous-estimation du mouvement nationaliste, et préconise un travail de masse pour séparer dans le mouvement nationaliste les éléments révolutionnaires des chefs réformistes » (25).

La lutte sociale reprend avec violence ses attaques contre les nationaux réformistes ; Cheikh el Okbi qui multipliait ses conférences religieuses, culturelles et sociales au Cercle du Progrès est attaqué car son « but, et celui du clan bourgeois qu'il représente, n'est que de tromper les masses et de favoriser l'impérialisme dans sa politique d'asservissement. Le P.C. s'obstine à considérer le mouvement religieux des Ulémas, les Organisations nationales réformistes comme une création de l'impérialisme » (26). **La Lutte Sociale** met dans le même sac les cinq journaux indigènes, **La Voix indigène** de Constantine, **L'Ikdam**, **La Voix du Peuple**, **El Ouma**, qui « représentent la tendance nationale bourgeoise » (27). Lamoudi qui, au cours d'une réunion à Alger, avait affirmé : « Nous sommes musulmans habitant une terre française, nous tenons à rester intégralement musulmans et à être considérés comme des Français intégraux » commit, écrit **La Lutte Sociale**, un crime de haute trahison (28). Mais c'est surtout à **El Ouma**, organe de l'Etoile nord-africaine, que s'en prend **La Lutte Sociale**. Elle dénonce « la démagogie, verbale » qu'utilise le journal nationaliste pour entraîner derrière son programme confusionniste les éléments révolutionnaires. L'Etoile nord-africaine dont l'action commençait à se faire sentir en Algérie apparaît à partir de 1934 comme le porte-parole du nationalisme populaire et comme le seul mouvement politique susceptible d'éloigner les éléments révolutionnaires du Parti commu-

niste. C'est ce qu'essaya de nier, mais en vain, **La Lutte Sociale**.

« Et quand nous disons que ni l'Etoile nord-africaine, ni un autre mouvement nationaliste ne sera capable de mener une lutte conséquente jusqu'au bout pour la libération de l'Algérie, c'est que nous nous basons sur l'expérience internationale du mouvement nationaliste dont l'Etoile nord-africaine n'est qu'un chaînon » (29).

Dans une étude « **Qui libèrera l'Algérie** », après avoir ainsi analysé les composantes du nationalisme algérien, **La Lutte Sociale** estime que le courant réformateur avec Ben Badis et El Okbi mène une lutte contre le « Clergé » actuel, mais est entre les mains des impérialistes, que le courant politique avec les journaux **La Défense**, **la Voix du peuple**, **la Voix indigène**, **la Voix des humbles** et le Comité de défense des intérêts musulmans avec Lamine Lamoudi, Ferhat Abbas, Zenati œuvrent dans le cadre de la domination impérialiste ; elle prédit l'échec du mouvement national de l'Etoile nord-africaine formé « d'anciens membres du P.C., d'éléments bourgeois et petits bourgeois, et qui ne fait pas une distinction entre les classes. Il se brisera au moment de la lutte révolutionnaire et ne pourra pas aller jusqu'au bout » (30).

L'avènement du Front populaire amène les communistes à se rapprocher des organisations nationales réformistes. Ils trouvent justes les conseils du Cheikh Ben Badis réclamant la tenue d'un Congrès musulman. Aux élections législatives de 1936, si les communistes s'affirment partisans résolus du libre droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ils veulent avant tout barrer la route au fascisme. « Sans avoir le culte de la violence, ils disent ouvertement que la domination impérialiste ne pourra être renversée que par la révolution. Mais les communistes ne jouent pas avec l'insurrection et, tout en préparant les conditions favorables à la révolution victorieuse, ils luttent dans

(24) **La Lutte Sociale**, octobre 1932.

(25) **La Lutte Sociale**, décembre 1932.

(26) **La Lutte Sociale**, avril-mai 1933.

(27) **La Lutte Sociale**, 1 au 15 juin 1934.

(28) **La Lutte Sociale**, 1 au 15 août 1934.

(29) **La Lutte Sociale**, 1 au 15 août 1934.

(30) **La Lutte Sociale**, 1 au 15 et 15-30 novembre 1934.

le cadre même du régime existant pour une amélioration du sort de la population laborieuse, pour la paix, pour la liberté et contre la guerre (31). Le mot d'ordre d'indépendance nationale est abandonné. Le P.C. va dans le cadre du régime, tout comme les organisations nationales qu'il avait critiquées, lutter pour l'obtention des réformes immédiates. Au Congrès d'octobre 1936, le Parti communiste déclare vouloir lutter pour un sort meilleur dans l'immédiat, pour que chacun mange à sa faim, que chaque famille ait un logement sain, pour l'instruction, pour une médecine sociale, pour la suppression du code de l'indigénat et la conquête des libertés démocratiques. Avec la France, le P.C.A. veut « créer de solides liens de fraternité qui uniront librement notre peuple au grand peuple frère de France dans une communauté d'intérêts pour réaliser aux côtés d'une France libre et heureuse une Algérie libre et heureuse » (32). Le projet Violette que les communistes avaient combattu redevient un projet valable ; plusieurs articles en novembre et décembre 1936, défendent le projet. Les communistes accueillent à Alger Violette en 1937. L'Etoile nord-africaine qui est restée hostile au projet est attaquée une fois de plus par **La Lutte Sociale**. Le P.P.A., qui a succédé à l'Etoile nord-africaine est qualifié de parti provocateur, « les agents du fascisme que sont les provocateurs et les aventuriers de l'ex-Etoile nord-africaine camouflé en P.P.A. » sabotent le Congrès et le projet Violette. Le P.P.A. qui veut l'indépendance de l'Algérie conduit les musulmans à l'aventure, affirment les candidats communistes qui soutiennent le projet Violette (élections cantonales de 1937). Le Parti communiste s'apparente pratiquement aux élus et aux mouvements réformistes algériens. Il réclame l'assimilation et ne met plus en question la souveraineté française. Bien que devenu autonome sous le nom de P.C.A., il reste très soumis aux analyses et directives du Parti communiste français. C'est Maurice Thorez qui écrit en 1937 :

« Comme premier pas vers le droit de vote et l'éligibilité à tous les indigènes, on doit faire aboutir le projet Blum-Violette... »

La revendication fondamentale de notre Parti communiste concernant les peuples coloniaux, reste la libre disposition, le

droit à l'indépendance. Mais le droit au divorce ne signifiait pas l'obligation de divorcer. Si la question décisive du moment c'est la lutte victorieuse contre le fascisme, l'intérêt des peuples coloniaux est dans leur union avec le peuple de France... » (33). C'est surtout son discours prononcé à Alger, le 11 février 1939, qui accentua la rupture doctrinale entre le P.C.A. et le parti du nationalisme populaire et révolutionnaire, le P.P.A. :

« Oui, nous voulons une union libre entre les peuples de France et d'Algérie. L'union libre, cela signifie certes, le droit au divorce, mais pas l'obligation de divorcer. J'ajoute même que, dans les conditions historiques du moment, ce droit s'accompagne pour l'Algérie du devoir de s'unir plus étroitement encore à la démocratie française ». « Il y a la nation algérienne qui se constitue historiquement et dont l'évolution peut être facilitée, aidée par l'effort de la République française... Il y a une nation algérienne qui se constitue elle aussi dans le mélange de vingt races. » (34)

On est frappé en relisant les articles de **La Lutte Sociale** entre les deux guerres, par les variations communistes concernant la question nationale algérienne, par l'opportunisme du Parti communiste tiraillé entre les congrès des Comités exécutifs de l'Internationale — qui ont eu souvent à critiquer la sous-estimation de la question nationale par les partis communistes des pays impérialistes —, les hésitations des communistes européens d'Algérie arguant du réalisme algérien, la réalité du sentiment national algérien et la force des mouvements culturels religieux et politiques qui s'en inspiraient.

Les insuffisances du Parti communiste dans ce domaine, la sous-estimation du sentiment et du mouvement national algérien ont fait que le Parti communiste est resté en dehors des masses rurales mais aussi en dehors des masses urbaines. Cette sous-estimation du mouvement national algérien, cette insuffisance du Parti communiste algérien, persisteront après la seconde guerre mondiale.

**Mahfoud Kaddache**

(31) **La Lutte Sociale**, Appel du PCA au peuple d'Algérie (Elections législatives 1936).

(32) **La Lutte Sociale**, 24 octobre 1936.

(33) Maurice THOREZ, **Œuvres**, Paris, Editions Sociales, 1954, livre troisième, tome XIV, pp. 280-281.

(34) **La Lutte Sociale**, 17 février 1939. Le discours de Maurice Thorez.